

Un déficit budgétaire de \$657 millions Québec traverse une mauvaise passe

par Rhéal BERCIER
de notre bureau de Québec

QUÉBEC — Le premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, a clairement admis hier que le Québec traversait une période économique et financière difficile.

Le chef du gouvernement a même ajouté que cette crise est la plus importante qui soit survenue à ce chapitre sous son administration, soit depuis 1970.

C'est à l'occasion du congrès régional

du Parti libéral du Québec, devant plus de 1,500 membres et sympathisants, que M. Bourassa a choisi de faire état de la précarité de la position économique et financière de la belle province.

"Cette situation a été mise en relief par Ottawa, qui a fait état d'un déficit de plus de \$3 milliards. Cependant, le gouvernement central possède le système bancaire pour maintenir son équilibre financier. Nous, il nous faut emprunter sur le marché financier."

Compte tenu du budget supplémentaire de \$575 millions, qui sera présenté demain par le ministre des Finances, M. Raymond Garneau, le déficit budgétaire de la province atteindra, pour sa part, \$657 millions tandis que son programme d'emprunt grimpera à un chiffre historique de \$1 milliard.

Le chef du gouvernement a expliqué que la marge de manoeuvre du Québec était limitée. Il avait à l'esprit le coût des hausses de salaires dans le

secteur public et parapublic, la Baie James, les Jeux olympiques, l'extension du métro à Montréal et l'usine de traitement des eaux usées de la métropole (projets toujours à l'étude), l'implantation d'une usine de pâtes et papiers à Saint-Félicien, l'aluminerie projetée à Saint-Augustin et éventuellement l'implantation d'un port pour superpétroliers sur la rive sud du Saint-Laurent.

M. Bourassa est bien conscient aussi du fait que la création d'emplois

au Québec était minime depuis le début de 1975, soit une moyenne de 39,000 jusqu'à maintenant.

Il a cependant fait part de son optimisme pour l'an prochain, notant que la situation présente n'est que temporaire et que les signes d'une reprise économique se manifestent, se basant surtout sur la situation qui prévaut aux États-Unis.

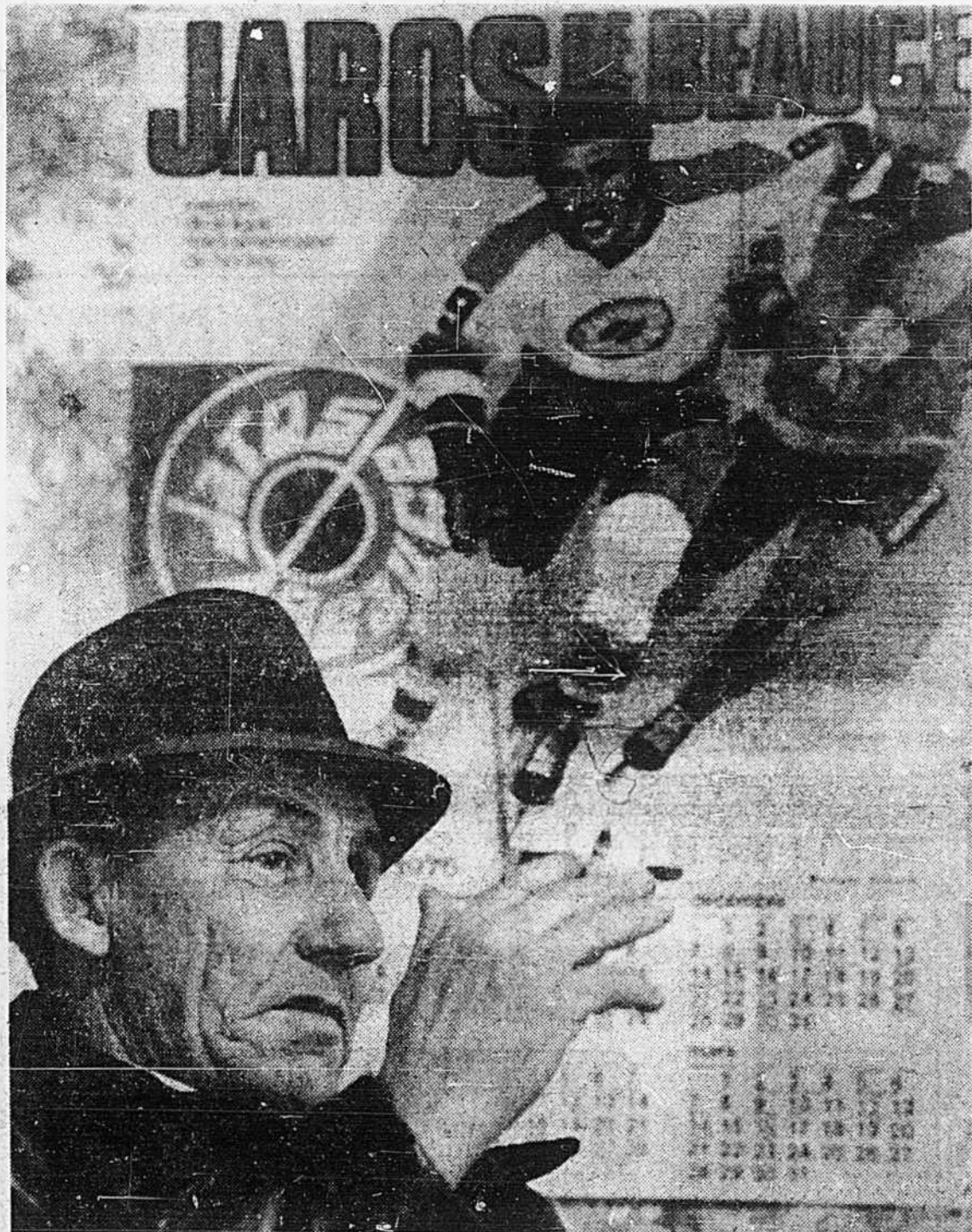
Il a aussi prédit que la croissance réelle de l'économie québécoise en 1976 sera de 5 à 6 p. cent en termes

réels (le produit national brut auquel l'on a dégonflé le taux d'inflation).

"Nous traversons un moment difficile et temporaire. Je demande à la population de comprendre. S'il nous faut investir plus ailleurs, ce sont d'autres projets qui en souffriront."

Le chef du gouvernement a expliqué que le Québec avait trois choix si par exemple, il devait accorder davantage aux employés du secteur public et parapublic: hausser les taxes, compres-

Voir QUÉBEC, page A 6



M. Paul McCarthy: "Tu t'imagines un peu; dimanche en huit, je me présente pour le match à huit heures et j'en ressorts à une heure le matin. Cinq heures de bataille, dans mon livre à moi, c'est trop. Ça fait qu'ils vont se passer de moi."

Les Beaucerons en ont plein le dos des bagarres au hockey...

par François FOREST

SAINT-GEORGES — A Saint-Georges, hier soir, les Beaucerons se disaient fiers de leur week-end: belle réunion des clubs Rotary et Optimiste, superbe assemblée populaire de Fabien Roy à la salle municipale et... deux grandes victoires des Jaros, l'équipe de hockey, acquises sans qu'un oeil soit arraché, sans qu'un nez soit cassé.

Si bien qu'hier soir, Beaucerons et Beauceronnes ont regagné leur paroisse, tout heureux des prix qu'ils ont distribués à la jeunesse, des idées qu'ils entendent avancer dans la troisième force et de cette équipe des Jaros qui, dignement, leur a fait honneur.

Parce qu'il faut bien comprendre que si les Jaros ont défrayé les manchettes des journaux du coin et de Québec à cause de la brutalité et de la violence qu'ils mettaient à vouloir s'imposer contre les équipes de la ligue Nord-américaine, ils n'ont pas pour autant fait le bonheur des Beaucerons comme le résumait M. Florian Vallée, l'ancien président des Jeux du Québec à Saint-Georges, à l'hiver 74: "C'est pas trompant, si cette barbarie n'avait pas cessé... on se chargeait, nous, Beaucerons, de mettre un terme à cette foire. Aurait-il fallu prendre d'assaut le poste CKRD qu'on l'aurait fait pour inciter les gens de tous les villages et de Saint-Georges à demeurer chez eux."

"... autant on est fier de Fabien, du travail qu'il accomplit pour le bon nom du comté, autant on s'opposera vigoureusement à ce que les Beaucerons passent pour des bandits... on n'est pas plus fous que les autres. C'est ben pour dire, mais en Beauce quand ça fait pas

notre affaire, c'est pas compliqué à régler. En Beauce, on règle nos problèmes entre nous. Pis, je pense que la direction des Jaros l'a compris en suspendant l'instructeur et les joueurs fautifs."

La nostalgie

Il est vrai que les pressions se sont faites fortes au cours des derniers jours. On raconte que plusieurs amateurs qui avaient payé fort cher leurs billets de saison (\$148), les ont déchirés sur la Première Avenue ou rendus à l'équipe tellement ils étaient mécontents de la qualité du hockey présenté.

C'est ainsi que dans l'arrière-pays, à Saint-Prospère, à Saint-Benjamin aussi, plusieurs Beaucerons ont la nostalgie du vieux hockey junior qui l'an dernier encore meublait bien les soirées du vendredi et du dimanche. Comme l'indiquait Paul McCarthy, de Saint-Prospère: "D'abord, les joueurs étaient du coin dans la ligue Beauce-Dorchester et puis, il n'y avait pas de ces bagarres qui n'en finissent plus. Tu t'imagines un peu; dimanche en huit, je me présente pour le match à huit heures et j'en ressorts à une heure le matin. Cinq heures de bataille, dans mon livre à moi, c'est trop. Ce qui fait qu'ils vont se passer de moi. Si ça me dit de voir du hockey, j'irai voir le Junior C de Saint-Benjamin. Comme ça, je ne paierai que \$1.50 au lieu de \$4 et je verrai au moins du bon hockey."

En campagne, à la Guadeloupe, à Saint-René, au Lac Etchemin, ceux qui n'ont pas acheté de billets de saison préfèrent attendre quelques matches avant de retourner par autobus au Palais des Sports:

Voir BEAUCERONS, page A 6

AUJOURD'HUI

PETER BENCHLEY
JAWS
LES DENTS DE LA MER



La nuit est tombée sur Amity, petite station balnéaire américaine. Dans la mer, un grand requin tue silencieusement. Une femme s'élançant vers l'océan, laissant sur la plage son compagnon endormi. Quelques instants plus tard, il ne reste d'elle que quelques fragments emportés par les courants.

— page E 3

Architecture

La reconstruction de Montréal est mal engagée, mais les architectes n'y peuvent pas grand-chose et seule la population est en mesure de contrecarrer les projets mégalo-manes. Jean-Pierre Bonhomme présente le dilemme de ces professionnels, qui rejettent toute responsabilité du fouillis et toute volonté de brimer "les initiatives créatrices", mais qui envisagent, malgré tout, "des mesures de pression" au nom de l'esthétique et de la rentabilité sociale.

— page A 9

Espagne

Que fait un royaliste espagnol lorsque l'Espagne entière se penche sur l'après-franquisme et que le caudillo agonise sans fin? Loin de Madrid, trop capitaliste et bourgeois à son goût, il se rend en pèlerinage à Tolède, reposoir de l'âme espagnole, pour se rassurer, devant "l'Enterrement du comte d'Orgoz", du Gréco, que "l'Espagne n'est pas un pays européen comme les autres". Yves Leclerc l'a rencontré.

— page A 9

SOMMAIRE

Arts et spectacles: B 5 à B 7
Bandes dessinées: B 4
Cinéma: B 6
Décès, naissances, etc.: F 11, F 12
Editorial: A 4
Etes-vous observateur?: B 4
Horoscope: C 3
Informations étrangères: F 1
Jardins et maisons: F 7
JAWS: E 3
Médecine d'aujourd'hui: C 2
Mon oeil sur Montréal: C 2
"Mot-mystère": B 4
Mots croisés: F 3
Page des lecteurs: A 5
Petites annonces: E 1 à E 7, F 2 à F 10
Radio et télévision: A 7, B 4
Sports: D 1 à D 12
Vivre aujourd'hui: C 1 à C 6

Le syndicat des postiers suspend ses membres qui retournent au travail

par Jacques GAGNON

Le Syndicat des postiers du Canada a décidé de suspendre indéfiniment tous ses membres qui ont traversé les piquets de grève pour retourner au travail.

Les quelque 3,000 postiers de Montréal qui assistaient à une assemblée d'information, hier soir, au Palais de commerce, ont ovationné leur président local, M. Marcel Perreault, lorsqu'il leur a appris cette nouvelle.

C'est là la réponse du syndicat à ce qu'il croit être une tentative du ministre des Postes de briser la grève et selon M. Perreault, seulement 3 p. cent des 22,000 postiers sont retournés au travail.

Mais M. Perreault a déclenché une autre ovation, encore plus longue,

lorsqu'il a déclaré que le comité de négociations va se tenir debout devant M. Bryce Mackasey et c'est seulement quand le comité n'aura plus l'appui de ses membres que quelque chose va changer.

Cette ovation équivalait à un vote de confiance, d'autant plus que M. Perreault estime qu'il se trouvait devant l'assemblée la plus nombreuse du local de Montréal, qui compte 4,500 membres.

Il n'est d'ailleurs pas question de vote sur les dernières offres de la partie patronale, comme le désire le gouvernement fédéral.

M. Perreault, qui est membre du comité de négociations, est catégorique: il n'y aura un vote national secret que lorsque les deux parties en

seront venues à une entente sur un projet de convention réellement négociée.

Après avoir accusé la partie patronale de vouloir retirer au syndicat son droit de négocier les clauses à incidence monétaire, M. Perreault a insisté sur le fait que le syndicat veut retourner à la table des négociations. C'est avec cette idée que le comité de négociations se réunit, aujourd'hui, à Ottawa.

Pas de loi

M. Perreault a également insisté sur le fait que c'est M. Mackasey qui a rompu les négociations et que c'est lui qui refuse de les reprendre.

La grève entre aujourd'hui dans sa 28e journée et c'est la plus longue de l'histoire postale canadienne. Malgré

tout, le ministre des postes a répété, samedi, qu'il ignorait quand elle prendrait fin, tout en précisant que le gouvernement hésitait à prendre les mesures législatives pour forcer le retour au travail.

D'un autre côté, M. Mackasey a nié les prétentions syndicales à savoir qu'il cherche à briser la grève mais s'est dit convaincu que le différend serait vite terminé si le syndicat permettait à ses 22,000 membres de voter sur l'offre gouvernementale.

Le litige

Toutes les clauses normatives sont réglées et il ne reste à conclure que les clauses à incidence financière.

M. Perreault a énuméré les points toujours en litige: la réduction de la semaine de travail, les congés an-

nuels, les congés de maladie, les congés de préretraite (à cause de l'automatisation), le bon d'ancienneté, l'indexation, la rétroactivité du surtemps, l'ajustement de salaire des manieurs de dépêches et les primes de postes, de week-end et des fonctions de relève.

Pour ce qui est des clauses normatives, les postiers ont fait des gains appréciables au chapitre des changements technologiques et des aides occasionnelles, deux des points les plus importants de la négociation.

En regard des changements technologiques, les postiers ont obtenu la sécurité d'emploi.

Du côté de l'autre point, la partie patronale s'engage à embaucher suffi-

Voir SYNDICAT, page A 6

Date 14 novembre 1975  GROS LOT \$328,179.20 (REPORTÉ À LA SEMAINE PROCHAINE)	NUMÉROS GAGNANTS PEU IMPORTE L'ORDRE						 TIRAGE 33 VENDREDI 14 nov. 1975 32 Séries émises - 90,000 chacune POSSIBILITÉ DE: 32 GAGNANTS DE \$5,000. 256 GAGNANTS DE \$500. 2592 GAGNANTS DE \$100.
	6	11	18	34	35	36	
	6 SUR 6	NOMBRE DE GAGNANTS 0	PRIX \$328,179.20		NO COMPLÉMENTAIRE S'APPLIQUANT SEULEMENT AU 5 SUR 6 + 21 VENTES TOTALES: \$756,353		
	5 SUR 6	23	\$2,841.20				
	4 SUR 6	1477	\$122.90				
	5 SUR 6+	1	\$43,565.90				

Date 14 novembre 1975





Mgr Marcel Lefebvre, l'un des plus ardents défenseurs des valeurs traditionnelles dans l'Eglise, a célébré, hier, une messe classique en latin à l'église Saint-Yvette, à Montréal, où le curé a justement été destitué pour avoir maintenu systématiquement le rituel traditionnel.

Mgr Lefebvre fait l'éloge des valeurs traditionnelles

par Jacques GAGNON

Mgr Marcel Lefebvre a été scandalisé d'apprendre que 125 médecins ont pris la défense du Dr Henry Morgentaler, l'assassin de 6.000 enfants, sans qu'aucun évêque n'élève la voix.

Cette remarque lui a valu les applaudissements chaleureux de quelque 800 personnes qui étaient venues d'un peu partout au Québec et même du Nouveau-Brunswick, pour entendre parler celui qui est considéré comme l'un des plus ardents défenseurs des valeurs traditionnelles dans l'Eglise.

Mgr Lefebvre, qui a fondé et qui dirige toujours le Séminaire international Saint-Pie X, à Econes, en Suisse, ou l'on forme des prêtres "traditionnalistes", n'a pas déçu son auditoire en parlant pendant plus de deux heures, au "Beer Garden", à Montréal.

Mgr Lefebvre a relié le cas du Dr Morgentaler à celui des cinq "brigands" que le régime Franco a fait exécuter, en Espagne. Et il se demande pourquoi l'exécution de ces terroristes a soulevé les protestations d'autant de gouvernements.

Vietnam et Biafra

Selon lui, c'est parce que depuis la crise du Portugal, l'Espagne est le dernier bastion de l'Eglise catholique en Europe. Et il ajoute que c'est également parce qu'ils étaient catholiques qu'on a laissé tomber le Vietnam du Sud et le Biafra.

Au côté de Mgr Lefebvre, on remarquait la présence de l'ancien curé de la paroisse Sainte-Yvette, à Montréal, l'abbé Yves Normandin, qui a été destitué de ses fonctions pour avoir voulu s'en tenir au rituel traditionnel.

Un paroissien a fait remarquer que Mgr Lefebvre a entrepris son deuxième voyage au Canada le jour même de la destitution du curé Normandin, se demandant s'il n'y avait pas là un signe quelconque.

Mgr Lefebvre ne craint pas de défier les autorités ecclésiastiques et pour le deuxième dimanche consécutif, hier, il a célébré une messe classique, en latin, dans l'église Sainte-Yvette, qui était remplie à capacité.

Mgr Lefebvre, qui a été archevêque de Dakar pendant 15 ans, délé-

gué apostolique pendant 12 ans et qui a passé la majeure partie de sa vie dans les missions africaines, se décrit lui-même comme un conservateur.

Il n'y va pas de main morte lorsqu'il parle de ceux qui prônent le libéralisme de l'Eglise. Il les qualifie de "traîtres qui veulent flatter l'erreur, le vice, le mal".

L'évêque considère que les principes de la liberté de conscience, de presse, de religion et de pensée sont des "idées corruptrices".

L'erreur ne doit pas être diffusée

"En Espagne, il n'y a pas de liberté de la presse. Pourquoi? Parce qu'on estime que l'erreur ne doit pas être diffusée", d'expliquer le conférencier.

Et il ajoute que c'est à force de diffuser l'erreur "que les esprits sont dirigés par ces erreurs".

Quant à la liberté de religion, pour lui, il n'y a qu'un choix possible: seule l'Eglise catholique possède la Vérité.

La crise que l'Eglise traverse, l'évêque l'attribue au Concile Vatican II, qui a été contrôlé par les éléments libéraux.

"Les principes libéraux du Concile sont en train de détruire l'Eglise et d'amener le communisme", affirme Mgr Lefebvre. Et il va même jusqu'à dire que les libéraux sont en train de corrompre l'Eglise.

Parlant du communisme, il révèle que ce sera la honte de Vatican II de ne pas l'avoir condamné. Et selon lui, chaque fois que le Saint-Père reçoit le président du Parti communiste, les voix communistes augmentent en Italie.

Mgr Lefebvre ne s'arrête pas là: "Le Portugal a sombré sous le communisme avec la bénédiction du Saint-Siège."

Parlant du Portugal, il affirme que Salazar a tout fait pour l'Eglise catholique.

"Si le Portugal ne se soulevait violemment, les armes à la main, contre le communisme, il sombrerait dans le communisme", de prédire l'évêque.

L'auditoire de Mgr Lefebvre était composé de gens de tous les âges, de même que de religieux, religieux et de prêtres. Il était surpris de voir le nombre de personnes qui ont enregistré la conférence.

Surveillance de la frontière en 1976 Réduction considérable du budget prévu aux E.-U.

WASHINGTON (d'après AP) — Le Département de l'Administration et du budget de la Maison Blanche a réduit à \$2.7 millions un budget de \$23 millions préparé par le Service des douanes des Etats-Unis pour la mise en place d'un important dispositif de sécurité à la frontière canado-américaine, l'an prochain, en prévision des Jeux olympiques de Montréal et des fêtes du bicentenaire des Etats-Unis.

On apprend de source bien informée à Washington que le plan prévoyait l'installation de détecteurs sismiques et magnétiques sur une distance de 165 milles le long de la frontière entre le Canada et les Etats de New York et du Maine et l'utilisation de patrouilles aériennes dotées de radar et de sonar.

Ces détecteurs avaient été mis au point à des fins militaires et les Etats-Unis les utilisaient au Sud-Vietnam afin de couper les voies d'infil-

tration communistes. Le projet du Service des douanes américaines a pour but de barrer la route aux éléments terroristes qui pourraient tenter de s'infiltrer de part et d'autre de la frontière canado-américaine, l'an prochain.

Les autorités canadiennes et américaines collaborent depuis un certain temps à la mise au point de dispositifs de sécurité dans le but d'empêcher la réédition des attaques terroristes qui entraîneront la mort de 11 athlètes israéliens et deux policiers ouest-allemands, aux Jeux de Munich, en 1972.

"La prévention du terrorisme constitue la première préoccupation des autorités canadiennes et américaines en vue des Jeux de Montréal", dit-on à Washington.

On estime en effet, dans les milieux officiels qu'au moins 50.000 Américains franchiront quotidiennement la

frontière canadienne pour assister aux Jeux de Montréal, du 17 juillet au 1er août 1976, et que plusieurs milliers de Canadiens se rendront aux Etats-Unis durant l'été 1976 pour assister aux fêtes du bicentenaire des Etats-Unis.

Les autorités frontalières américaines utilisent déjà des détecteurs perfectionnés le long de la frontière mexicaine afin de combattre la contrebande de la drogue et de contrôler les déplacements illégaux d'étrangers.

Le Service américain de l'Immigration et de la Naturalisation avait rendu public, en septembre dernier, son projet d'installer une quarantaine de détecteurs le long de la frontière de New York et du Maine.

A cette époque, le projet du service des douanes était encore à l'étude, mais ce projet fut par la suite intégré à un plan d'ensemble visant à permettre aux autorités des deux pays de faire

face à la hausse du trafic touristique et aux dangers du terrorisme, l'an prochain.

Les Jeux Québec aurait dû intervenir plus tôt

— le RCM

Le Rassemblement des Citoyens de Montréal, qui forme l'opposition à l'hôtel de ville, a accusé hier le gouvernement du Québec de ne pas avoir assumé ses responsabilités en refusant de superviser adéquatement le financement des Jeux olympiques avant que les coûts ne dépassent considérablement les premières évaluations.

Lors d'une interview radiophonique, le critique financier du RCM, M. Michel Fainstat, a précisé que le gouvernement provincial, qui a assumé vendredi le contrôle du financement et de la construction des installations olympiques, "était responsable en partie de la détérioration de la situation financière des Jeux".

Le budget des Jeux a grimpé de \$740 millions à \$1 milliard vendredi et le déficit total atteindra au moins \$600 millions.

M. Fainstat croit que la province aurait dû intervenir il y a un an ou plus tôt.

"Dernière minute, quelques mois seulement avant l'ouverture des Jeux, nous voyons soudainement arriver à la rescousse les chevaliers blancs de Québec".

Il a par ailleurs critiqué l'administration Drapeau "pour avoir extrêmement mal planifié les installations olympiques, avoir très mal administré les fonds publics et ne pas avoir dit la vérité à la population".

Il a précisé que la différence considérable entre les premiers estimés et les coûts actuels prouve l'incompétence des conseillers du maire, y compris l'architecte Roger Taillibert.

"Je crois que des mesures devaient être prises pour retirer son permis de travail à Taillibert pour grossière incompétence".

M. Fainstat craint que la mauvaise administration du maire Drapeau accélérerait la prise en mains des pouvoirs municipaux par le gouvernement provincial.

"Nous devons redonner le pouvoir aux citoyens de Montréal", a-t-il conclu.

Milieux défavorisés

Gaston Michaud dénonce une étude gouvernementale

Le commissaire Gaston Michaud, de la Commission des écoles catholiques de Montréal, a qualifié un document de travail du ministère de l'Éducation de "tout au plus de la Saint-Vincent-de-Paul scientifique malhonnête".

Le document en question s'intitule: "Éducation et développement — une approche aux interventions d'éducation en milieu défavorisé".

Quelque 130 représentants des huit commissions scolaires qui composent le Conseil scolaire de l'île de Montréal, s'étaient réunis en colloque, samedi, pour étudier ce document déposé en mai dernier et c'est devant eux que M. Michaud en a fait la critique pendant une vingtaine de minutes.

"Ce document de travail gouvernemental, qu'on ne peut certainement pas qualifier de brouillon avec l'épaisseur qu'il a, est d'une telle mauvaise foi, est rempli à tel point de faussetés et de demi-vérités qu'on ne peut le considérer que comme un ballon d'essai et non comme une tentative rationnelle de régler le problème des quartiers ouvriers", d'affirmer M. Michaud.

Ces commentaires, M. Michaud les a faits en présence de M. Claude Beauregard, sous-ministre de l'Éduca-

tion, qui a d'ailleurs travaillé à la préparation du document.

Gaspillage malhonnête

Selon M. Michaud, les millions qu'on investit à l'école en faveur des milieux défavorisés "constituent un gaspillage malhonnête si on continue d'utiliser l'école comme un moyen de plus en plus subtil pour transmettre les valeurs d'un système d'exploitation en ayant l'air de se préoccuper des gens exploités".

"Mais ces millions constitueraient un geste positif, honnête et vraiment utile s'ils contribuaient vraiment à faire de l'école un terrain de conscientisation sociale, d'éveil aux réalités économiques et politiques", a-t-il poursuivi.

Plus tôt, M. Jacques Grandmaison, théologien et professeur à l'Université de Montréal, avait résumé une partie du colloque.

Une première constatation mentionnait que l'école se doit de permettre à ses milieux défavorisés de développer leurs propres richesses, leurs propres valeurs.

Il a également déploré le fait qu'il faudrait renouveler la pédagogie en milieux défavorisés.

D'un autre côté, si on confiait à l'école le problème de définir elle-même le milieu, elle pourrait devenir un laboratoire qui pourrait influencer tout le système scolaire.

D'autre part, M. Beauregard a parlé de la nécessité de laisser une



Gaston MICHAUD

plus grande marge de manoeuvre au niveau de l'école. Il a même parlé d'un projet qui viserait à accorder un budget de \$5.000 à des écoles désignées et pour lequel elles n'auraient aucun compte à rendre. Ce projet aurait pour but d'être un générateur d'initiative, tout en évitant à ceux qui ont des initiatives de s'épuiser à rendre des comptes à la bureaucratie.

La grève paralyse Le Quotidien

Le journal "Le Quotidien", et l'hebdomadaire "Le progrès du Saguenay", de Chicoutimi, qui malgré la grève de leurs journalistes avaient continué de paraître, ont annoncé qu'ils cessaient la publication.

Dans un communiqué, la direction des deux journaux a laissé savoir que des mouvements de pression les forçaient à prendre une telle décision.

Les journalistes des deux journaux négocient un nouveau contrat de travail depuis le 14 juin. Les deux parties ne peuvent s'entendre sur deux points principaux, les droits de grève et les conditions salariales.

La partie patronale dit avoir déjà accepté 140 clauses syndicales mais n'entend pas céder sur les demandes des journalistes concernant les droits de grève de la direction de la rédaction.

FAITES
comme tout le monde...
**PRENEZ DES
LAUZON
DE CONDUITE**
849-4731
Attention particulière aux étudiants

Pour un hiver sans problèmes
CHOISISSEZ VOS NOUVELLES CHAUSSURES OU BOTTES
AU STUDIO LANOUE.
qui vous présente sa nouvelle collection d'hiver: bottes de tous genres et chaussures fourrées chaudes et confortables... Vous y trouverez sûrement la chaussure qui vous permettra de vous rendre compte que ça "marche" mieux quand on a les pieds à l'aise...
Nous acceptons les cartes Charge et Master Charge.
Ordonnances médicales exécutées avec soin.
HEURES D'OUVERTURE:
Les mardi, mercredi et jeudi:
de 9 h à 17 h 30.
Vendredi: de 9 h à 21 h
Samedi: de 9 h à 17 h
LUNDI FERMÉ
1444 Ouellet, rue Sherbrooke
Tel.: 849-5023
propriétaire:
G.A. Ouellet

SARRAZIN & CHOQUETTE
J. P. LAMY, A. LAJEUNESSE, R. SAURO, Props.
**Services
orthopédiques
À
PRIX
COUPÉS**
VENTE
LOCATION
AU MEILLEUR PRIX
Support parfait pour veines
variqueuses.
BAS ÉLASTIQUES
en nylon diaphane
sans couture
par Bauer & Black
Ces bas nouveaux, plus légers et plus élégants vous assurent un confort jusqu'ici inégal. Longueur au-dessus du genou, pied complet. Choix de deux épaisseurs.
**BAS de
toilette**
Ord.: 123"
\$1880
**BAS
culotte**
Ord.: 118"
\$1480
Talonnière et peau de mouton synthétique pour prévenir plaies de lit, appareils à pression, colliers, appareils traction, urinoirs, cannes, béquilles, bretelles, redressement, marchettes, chaises d'aisance, baignoires, etc., etc.
TOUT AU MEILLEUR PRIX
921 est. rue Sainte-Catherine
842-9622

BANDÉS ET CORSETS anatomiques ou scrotaux ou ombilicaux avec ceinture élastique ou à ressort. Simples ou doubles.
AU MEILLEUR PRIX
BANDÉS POUR HERNIES inguinales, scrotales ou ombilicales avec ceinture élastique ou à ressort. Simples ou doubles.
AU MEILLEUR PRIX
CORSETS MÉDICAUX
Corset pour femmes obèses, corset solide, 2 ceintures et des bretelles élastiques.
permettant un ajustement parfait, soutien anatomique et support pour le dos.
AU MEILLEUR PRIX
6511, rue Saint-Hubert
272-8233

**BETOURNAY & CRONE
OPTOMETRISTES**
CHEZ SIMPSON
L.A. Betournay — S.R. Crone — J.P. Cardinal — C. Lemus
P. Meunier — S. Monaghan — L. Monneau
Docteurs en optométrie
En ville, au septième
Fairview, Pointe Claire, niveau du Promenade
Les Galeries d'Anjou, niveau du Promenade
Le Carrefour Laval, étage supérieur
842-3241, poste 476
697-4870, poste 242
353-3300, poste 341
697-1260, poste 222

Dans l'Outaouais comme à Montréal, au diable le patrimoine!

Les Montréalais découvrent avec stupeur depuis quelques années que la démolition de maisons et monuments historiques à Montréal détruit à la vitesse du son une partie importante de leur héritage.

Malheureusement, le sans-souci gouvernemental se fait sentir ailleurs aussi, notamment dans la région de l'Outaouais où on s'apprête à détruire une partie importante, là aussi, de nos maisons historiques.

Le ministère du Transport travaille, depuis quelque temps, à la construction de la Route 50 entre Mirabel et l'Ouest du Québec. Cette route est attendue depuis longtemps. Des plans ont été tracés et les travaux sont commencés.

Pour alimenter cette dernière et desservir la population des régions environnantes, on se propose de construire des routes transversales, dont l'Autoroute Deschênes, qui unira la route 50 au lac des Chênes, à l'ouest de Hull.

Cette autoroute de quelques milles de longueur fait couler beau-

coup d'encre et constitue l'objet d'une vive protestation de la population d'Aylmer en général et de l'Association pour la préservation du patrimoine, en particulier. Le tracé proposé requiert l'expropriation d'un grand nombre de propriétés habitées et améliorées, en tout ou en partie, et la démolition d'une quinzaine de résidences de grande valeur, dont cinq parmi les plus historiques de l'Ouest du Québec.

L'une d'elles, la plus ancienne église construite à l'ouest de Montréal: l'église Méthodiste qui date de 1827: réel monument où, jusqu'en 1858, les prêcheurs ambulants desservaient la population de cette croyance. Ici, également les miliciens volontaires se formèrent en régiment pour la défense de la région, lors des troubles de 1837, dans le district de Montréal. A cette époque, l'église était plus qu'un lieu de dévotion, c'était un endroit de ralliement, un lieu d'étude, un lieu cheri des pionniers. Cet immeuble, devenu une résidence, a

conservé les contours de pierre de ses portes et fenêtres; il a été religieusement conservé jusqu'à aujourd'hui. La disparition de ce monument causerait la perte d'une tranche tangible de l'histoire du Québec.

La deuxième maison patrimoniale, dite de McGoey, que l'on devra démolir, a été érigée, il y a cent dix ans, dans un style typiquement outaouais, qui démontre bien la richesse en bois de la région. Cette résidence a été complètement construite avec murs et cloisons faits de planches d'un pouce d'épaisseur sur six de largeur, empilées horizontalement. L'une sur l'autre avec, entre chacune d'elles, une couche de mortier pour les faire tenir solidement ensemble. Les ouvertures ont ensuite été taillées aux dimensions désirées. En raison de ce style de construction particulier, maintenant disparu, cette maison devrait être conservée intacte comme modèle de construction du début de la colonisation sur l'Outaouais.

Les autres maisons patrimoniales appelées à disparaître sont celles de pionniers qui se sont établies au début du siècle dernier, sous l'égide du fondateur de la région, Philémon Wright. Elles ont été si solidement construites qu'elles ont subi les intempéries de la nature et se sont gagnées le respect des hommes pendant plus d'un siècle et demi. Elles sont encore aux mains des descendants de ces pionniers: Simmons, Lawlor et Grimes.

Pour éviter cette destruction du patrimoine, l'Association suggère un léger changement de parcours proposé en le plaçant à environ 1.500 ou 2.000 pieds plus à l'est. A cette distance, il y a des fermes non habitées, ni exploitées, qui attendent, sans doute, d'être emportées dans le tourbillon de la spéculation. Ici, aucune maison ni historique, ni moderne ne serait touchée.

Ce changement serait avantageux non seulement du point de vue historique mais aussi du point de vue humain, parce qu'aucune famille ne serait forcée à déménager et à

se trouver un autre logis et à s'ajuster à un autre milieu.

Du point de vue économique, il serait évidemment avantageux d'exproprier un terrain non exploité plutôt que d'acquiescer au moins 15 résidences, dont plusieurs de grande valeur monétaire, outre une trentaine de sections de propriétés et d'une section du golf Gatineau, dont les terrains sont améliorés avec jardin, pelouse, fleurs, de nombreux arbres d'ornementation d'une respectable grosseur et piscine.

En établissant une valeur moyenne très conservatrice de \$100.000 par maison à démolir, il en coûterait environ \$1.500.000 pour l'expropriation des maisons. A ce montant, il faut ajouter la différence du coût de 30 terrains améliorés et enjolivés avec celui d'un terrain en brousse. A ceci encore s'ajoute une compensation pour le dérangement de vie de ces propriétaires, dont les terrains sont sectionnés. Enfin il doit aussi y avoir compensation pour dommage causé

à toutes les propriétés sectionnées, parce qu'en perdant une partie, ces propriétés deviennent non conformes au règlement de zonage qui exige une acre de terre pour construire une maison. Si par accident la maison qui se trouve sur un terrain non conforme est incendiée, elle ne peut pas être reconstruite et le terrain doit être vendu à un voisin à un bas prix.

Sans être un C.A., on peut croire qu'en plaçant l'autoroute Deschênes à un quart de mille à l'est du plan proposé, le gouvernement économiserait environ \$3.000.000, et il conserverait, à la région outaouaise, des monuments irremplaçables.

Si l'argument du patrimoine ne touche pas le gouvernement, au moins pourrait-il retenir l'argument de l'économie!

Lucien BRAULT
Historien honoraire d'Ottawa
Aylmer

La destitution du curé Normandin

Mgr Paul Grégoire
Archevêque de Montréal
Excellence,

Puisque vous n'avez pas le temps de nous recevoir et que vous ne daignez pas répondre à nos lettres, je viens publiquement vous crier mon indignation et mon dégoût pour votre conduite inadmissible à l'endroit de Monsieur le Curé Yves Normandin et des paroissiens de Sainte-Yvette. Je laisse plutôt la parole au curé Y. Normandin.

Pourtant Son Excellence Monseigneur Paul Grégoire, archevêque du diocèse de Montréal, lundi dernier me demande de démissionner... Pour quelle raison?

Pour avoir administré avec les marguilliers avec succès depuis 6 ans.

Pour avoir travaillé au point de négliger de prendre des vacances chaque année comme j'aurais pu le faire.

Pour avoir partagé le travail d'entretien de l'église, et surtout du terrain, de la pelouse, des fleurs.

Pour les efforts constants apportés à la visite de paroisse, à la visite des malades et des écoles.

Pour avoir fait de l'église un lieu de prière plus invitant par les statues, les tableaux, le chant.

Pour m'être rendu disponible aux paroissiens du bureau, accordant le moment préféré pour le baptême.

Pour avoir apporté plus de solennité aux cérémonies de première communion, de confirmation, de mariage, de funérailles et tout particulièrement à la messe de minuit de Noël.

Pour le respect apporté à la Sainte Eucharistie en replaçant le tabernacle sur l'autel.

Pour avoir conservé la sainte table.

Pour avoir refusé de donner la communion dans la main.

Pour avoir exigé que les gens reçoivent la sainte communion à genoux.

Pour n'avoir pas permis aux laïcs de donner la sainte communion.

Pour avoir entouré de respect les vases sacrés ne permettant à personne autre que le sacristain d'y toucher, mais en dehors des offices.

Pour avoir apporté à la prédication un soin tout à fait particulier autant dans le semainier (et sa distribution de porte à porte) qu'en prédication en chaire; en favorisant également la retraite paroissiale annuelle.

En multipliant les occasions pour accroître la dévotion à la Sainte Eucharistie par le premier vendredi du mois, la Fête Dieu, la dévotion au Sacré-Coeur de Jésus.

Pour avoir invité les fidèles à prier la Sainte Vierge, à réciter le chapelet, à célébrer le premier samedi du mois.

Pour avoir fait imprimer un livre de prières distribué gratuitement; "Le Paroissien de Sainte-Yvette".

Pour avoir rappelé aux fidèles les exigences de la modestie chrétienne et particulièrement à l'église.

Pour avoir défendu la danse au sous-sol de l'église.

Pour avoir refusé de donner l'absolution collective à l'occasion de Noël ou de Pâques.

Pour avoir confesser malgré l'opposition des professeurs de catéchèse à l'école, les enfants avant de les admettre à la première communion en 21ème année plutôt qu'en 12ème tel que prévu dans la nouvelle catéchèse.

Pour avoir manifesté peu d'intérêt pour la nouvelle catéchèse, lui préférant plutôt le catéchisme vraiment catholique.

Non, pas particulièrement pour l'une ou l'autre de ces raisons, et Monseigneur Grégoire ne soulève aucune attitude désagréable à l'égard de tel ou tel paroissien, ou association paroissiale; il ne parle pas non plus des oppositions manifestées au cours de l'été à la suite d'avertissement concernant la tenue vestimentaire à l'église et tout particulièrement à l'occasion des mariages.

Monseigneur Grégoire ne peut accepter qu'à Sainte-Yvette la messe de Saint Pie V soit célébrée publiquement dans une paroisse depuis la décision des Evêques du Canada en vigueur depuis le 30 juin 1975. Et votre curé refuse maintenant de mettre de côté la messe de son ordination, la messe promulguée par Saint Pie V le 19 juillet 1970 en échange pour la nouvelle qui n'est pas une traduction du latin au français de la messe de Saint Pie V mais qui a tellement été modifiée qu'un groupe de théologiens, de liturgistes et de pasteurs d'âmes présenterent avec les Cardinaux Ottaviani et Bacci une critique dans laquelle ils rappelaient au Pape que "le Nouvel Ordo Missae... s'éloigne de façon impressionnante dans l'ensemble comme dans le détail de la théologie catholique de la Sainte Messe, telle qu'elle a été formulée à la Session du Concile de Trente".

Et votre curé ne désobéit pas au Pape en se prévalant de l'indult perpétuel accordé par Pie V à tout prêtre de célébrer, soit Messe basse, soit Messe chantée en tout lieu selon l'Ordo qu'il a restitué. Il faudrait une nouvelle Constitution, signée par le Pape pour que ce privilège puisse disparaître. Or, jusqu'à présent, le Pape Paul VI s'est bien gardé de supprimer ce privilège ou de signer — comme on le lui demande — une constitution interdisant de dire la Messe tridentine (du concile de Trente, ou de Saint Pie V).

Mais pourquoi donc s'en prendre tant à cette messe alors qu'on devrait bien plutôt arrêter les Messes pop; les messes sans credo le dimanche, les inventions de prières eucharistiques par n'importe quel prêtre, la concélébration avec des pasteurs protestants ou même avec des fidèles... etc., etc.

Ne venez surtout pas nous parler d'obéissance, puisque vous-même les Evêques refusez de suivre les directives du Saint Père, et par ce fait êtes rappelés constamment à l'ordre.

Vous ne réussirez pas, Monseigneur Grégoire, à saper notre foi. Nous continuerons, étant catholiques pratiquants, à défendre le Christ, notre Roi à tous.

Une paroissienne de Saint-Yvette.

Madame Lucille TEASDALE
Montréal

N.D.R.L.
LA PRESSE désire rappeler à ses lecteurs qu'elle a publié en extenso dans son édition du 11 novembre la position officielle de Son Excellence Mgr Paul Grégoire dans cette affaire.



Monsieur l'abbé Yves Normandin (à droite), curé de la paroisse Sainte-Yvette, à Saint-Michel, demeure le centre d'une controverse qui prend de l'ampleur de jour en jour. Destitué par l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Grégoire, il n'en

demeure pas moins le fervent défenseur du culte traditionnel: latin, cierges, chant grégorien, etc.

Bravo, curé Normandin!

Le Comité laïc pour la défense de la messe traditionnelle a demandé au curé de la paroisse Sainte-Yvette de ne pas quitter son église. Le secrétaire de Mgr Grégoire ayant refusé à cinq reprises de recevoir une délégation de fidèles, ceux-ci n'ont pas d'autre choix que la résistance. L'occupation de l'église se veut une manifestation de fidélité à la tradition; elle est soutenue surnaturellement par une neuvaine de prières.

Dans un récent communiqué, l'Archevêque de Montréal a tenté de justifier le renvoi du curé de Sainte-Yvette. Mgr Grégoire prétend que le Missel de Paul VI est LE SEUL rite de la messe autorisée dans l'Eglise. Rien de plus inexact: saint Pie V, dans la bulle Quo Primum promulguant le Missel romain, accorde à tout prêtre, en tout temps, et à perpétuité, le droit de célébrer selon ce rite:

"Par les dispositions des présentes et au nom de Notre autorité apostolique, Nous concédons et accordons que ce même Missel pourra être suivi en totalité dans la Messe chantée ou lue, dans toutes les églises, sans aucun scrupule de conscience et sans encourir aucune punition, condamnation ou censure, et qu'on pourra valablement s'en servir librement et licitement, et cela à perpétuité."

"Et, d'une façon analogue, Nous avons décidé et déclarons que... les prêtres, de quelque nom qu'ils soient désignés, ...ne peuvent être tenus de célébrer la Messe autrement que nous l'avons fixé, et que jamais qui que ce soit ne pourra les contraindre et les forcer à changer de Missel ou abroger la présente instruction ou la modifier mais qu'elle demeurera toujours en

vigueur et valide, dans toute sa force, nonobstant les décisions antérieures. ...et même les constitutions apostoliques des conciles provinciaux et généraux."

Aucun document du Saint-Siège n'a abrogé ces prescriptions, et aucun pape même ne peut rendre nul l'indult perpétuel accordé par saint Pie V. De plus, la Constitution Missale romanum, promulguant le Missel de Paul VI, n'impose absolument pas le nouveau rite (le texte latin est formel).

Pourquoi les évêques ont-ils horreur de la messe traditionnelle? Pourquoi chasser un curé parce qu'il la célèbre? Mgr Grégoire répond à cela à son insu dans son communiqué: il prétend que l'Eglise change et que la célébration de la messe antique est contraire aux "orientations actuelles" de l'Eglise. C'est avouer du coup qu'il y a un conflit dogmatique: si la messe traditionnelle est pleinement catholique, par la canonisation qu'en fit saint Pie V, elle le demeure nécessairement et à jamais. Le conflit de Sainte-Yvette prouve donc, hors de tout doute, que la théologie traditionnelle de la messe catholique est attaquée en plein cœur puisque la messe antique est jugée intolérable, au point de décider de la destitution d'un curé.

Pourquoi d'autre en effet le seul rituel observé par l'Eglise pendant des siècles devient maintenant la seule messe interdite par l'épiscopat canadien? D'où vient donc cette attitude quasi haineuse du seul rite non équivoque, alors que tant d'abus et de fantaisies blasphématoires de toutes sortes sont tolérés?

L'interdiction de célébrer la messe traditionnelle est donc, un abus de pouvoir; elle révèle de plus, aux yeux de tous, que la foi catholique est persécutée par les pasteurs eux-mêmes.

Carl GIASSON
Claude LEDUC
Daniel SAINT-AUBIN
responsables du comité de laïcs

Bravo, Monseigneur Grégoire!

De nos jours, un chef, civil ou religieux, doit être un héros pour poser un geste d'autorité, car les présumées "victimes" ont tôt fait d'alerter l'opinion publique... et tout le monde juge... sans rien connaître parfois, du litige en question.

Je dis donc: Bravo, Monseigneur Grégoire, pour votre intervention à la paroisse Sainte-Yvette et surtout où votre devoir de pasteur exige que vous mettiez le bon ordre. Quand viendra la fin de votre vie, c'est au Christ, qui vous a demandé de "paître agneaux et brebis" que vous rendrez des comptes et non aux mass-media!

Continuez, Monseigneur, chaque fois que ce pénible devoir s'imposera... Car si vous dérangez ainsi un certain nombre de personnes (on me dit qu'à Sainte-Yvette, ils sont une dizaine, mais je n'ai rien

contrôlé moi-même), par contre, vous allez rassurer des milliers de fidèles que toutes ces affaires "de droite et de gauche" rendent malheureux, inquiets et dont la foi a besoin d'être raffermie. Il est si reposant de suivre un chef qui trace la route... nos frères séparés en savent quelque chose, eux qui nous trouvent si heureux de savoir à qui nous fier!

Chapeau bas, Monseigneur!
Vive le Pape, la Concile et tous les Evêques qui sont en communion avec le Concile...

Et, puisque c'est la mode de tout mettre sur la place publique, j'ajoute une prière: Seigneur, faites que vienne bientôt la réforme de notre faculté de théologie de l'Université de Montréal!

Marie-Thérèse CHEVALIER
Montréal

Avant le dernier Concile du Vatican, des modernistes de certains pays, avec des adeptes en dehors de leurs pays, s'étaient bien organisés pour faire passer leurs idées dans les documents conciliaires. C'est un fait.

Mais les 16 documents du Concile montrent clairement que le Saint-Esprit a été plus fin et plus fort qu'eux. Ce n'est pas surprenant: les Conciles étant les temps les plus forts de l'histoire de l'Eglise, il fallait bien que le Saint-Esprit s'y fit valoir!

Mais voici qu'après le Concile, les modernistes se sont dit: Ne lâchons pas! On n'a pas réussi à gagner les Pères conciliaires... il faut diffuser nos idées par le monde entier. Toute une agence internationale est à leur service.

Encore rien de surprenant.

Mais, croyons-le ou non, il y a de bons catholiques, avec quelques prêtres et même un évêque, qui préparent luttent contre les modernistes en se battant contre le Concile, au lieu de lutter contre les modernistes avec les armes four-

Vraiment, ça parle au diable!

mies par le Concile. Comme aurait dit mon père: "Ça parle au diable!"

A Montréal et ailleurs certains théologiens, des exégètes et des catéchètes sont des propagandistes de ce modernisme. Et ils savent bien, eux, que leur enseignement n'est pas conforme à celui du magistère de l'Eglise. Aussi ignorent-ils ou contredisent-ils le Concile Vatican II et le pape Paul VI.

C'est pourquoi la conduite des Lefebvre, des de Nantes, des Coache et des Barbara, qui mettent sur le dos de Vatican II toutes les erreurs de notre temps, est si surprenante et si incompréhensible.

Imaginez un joueur du Canadien qui franchirait la ligne de ses coéquipiers pour aller rentrer la rondelle dans le but de Dryden... On dirait: "Il a perdu la tête!" Se tromper ainsi d'objectif, est-ce possible?

Vraiment, "ça parle au diable!"

Léo BLAIS
Evêque-curé
Saint-Léon-de-Westmount

La France et les États-Unis ont réglé leur différend monétaire

RAMBOUILLET (d'après AFP et UPI) — Le sommet de Rambouillet, qui a réuni pendant le week-end les chefs d'État et de gouvernement des États-Unis, du Japon, d'Allemagne fédération, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, prend fin aujourd'hui.

QUEBEC

SUITE DE LA PAGE A 1

ser ses dépenses ou encore emprunter à long terme pour répondre aux besoins courants.

"Tout dépend des conditions du marché. Il est certain que s'il nous faut emprunter tout de suite, ce sont d'autres projets qui verront leur échéancier retardé."

C'est dans cette perspective, a-t-il tenu à souligner, qu'il faut voir les efforts du Québec pour promouvoir ses atouts à l'étranger en vue de solliciter de nouveaux investissements et favoriser la création de nouveaux marchés.

Il a noté, au cours d'une conférence de presse qui a suivi son exposé, que le Québec dépendait beaucoup des États-Unis et qu'il fallait diversifier ses relations d'affaires avec d'autres pays afin de ne pas subir des mauvais effets d'une situation chancelante aux USA.

Il a cité, en guise d'exemple, le cas des entreprises de pâtes et papiers, où 90 p. cent de la production québécoise est exportée aux USA.

"S'il était possible d'amener les entreprises québécoises à exporter au Japon ou à la Communauté économique européenne, Québec serait moins dépendant des États-Unis. Mais ceci est un travail qui se réalise tout de suite, mais dont les effets peuvent être ressentis à moyen et à long terme."

Tout comme l'avaient fait avant lui le président du PLQ, M. Claude Desrosiers et le nouveau président du parti pour la région de Québec, M. Guy Morin, M. Bourassa a stigmatisé le Parti québécois pour sa position ambiguë à l'égard de la situation économique et financière du Québec.

"Alors que le Québec a besoin des investissements étrangers, soit pour l'implantation et l'expansion (dans une perspective de diversification de l'économie québécoise), il est malheureux que le Parti québécois ne statue pas sur la question du référendum."

Pour lui, cette question est de première importance. "Aucun investisseur ou financier sérieux n'est actuellement intéressé à investir au Québec sans connaître les règles du jeu éventuelles. Cette incertitude que le PQ laisse prévaloir nuit à la bonne marche de l'économie dans l'immédiat."

Pour M. Bourassa, l'attitude de l'Opposition officielle donne l'impression d'un parti qui a soif du pouvoir. "Il faut démasquer son incapacité et son hypocrisie", a-t-il ajouté en soulignant l'incapacité du PQ à apporter des solutions pratiques et concrètes aux problèmes de l'heure.

"Qu'il statue sur le référendum. Qu'il nous renseigne sur la monnaie du Québec. Il y a des limites à prendre le pouvoir sur le dos des Québécois, surtout alors qu'on compte 195.000 chômeurs. Pourquoi prendre des risques avec l'indépendance, alors que cette formule est dépassée. Il y a moyen d'accomplir beaucoup plus au sein du fédéralisme canadien", a-t-il résumé.

SYNDICAT

SUITE DE LA PAGE A 1

samment d'employés réguliers pour minimiser le recours aux aides occasionnelles et avant de recourir aux aides occasionnelles, le patron devra d'abord offrir aux employés réguliers la possibilité de travailler en surtemps.

L'assemblée a très bien accueilli cette nouvelle.

Ensuite, M. Perreault a amusé l'auditoire aux dépens de M. Mackasey en leur disant que le ministre leur offrait des gymnases, des piscines et des garderies d'enfants, pour améliorer leurs conditions de travail et que si le comité de négociations refusait, il en appellerait aux membres.

Avant d'accepter de telles offres, M. Perreault a dit qu'il négocierait d'abord les revendications des membres. Il trouve ces offres d'autant plus étranges que le ministre affirme ne disposer que de 11 cents.

"Il y a peut-être des compagnies intéressées là-dedans", de conclure le président du syndicat.

BEAUCERONS

SUITE DE LA PAGE A 1

"Parce que tu sors de là, pis t'es en maudit. Tu as dépensé \$8 pour toi et ta femme. La gardienne n'est pas, encore payée; tu rentres à la maison sans avoir vu du bon hockey. J'aime autant aller au party des Chevaliers de Colomb."

A Saint-Georges, comme l'indiquait le propriétaire d'un hôtel bien connu du pays, on est pratiquement obligé d'encourager les Jaros. C'est un peu un club social que cette équipe. On se rencontre entre les périodes, on se salue d'une rangée à l'autre. On invite un ami à passer à la maison.

"C'est important d'être présent à ces matches. C'est là que je rencontre des gens intéressés à louer des salles pour les soirées de famille, pour les clubs sociaux. Non, finalement ce serait agréable les Jaros, s'ils pouvaient se décider à jouer au hockey. Après tout ce sont des professionnels et je paie \$600 pour ces quatre billets."

Mais, hier, les Jaros ont remporté une deuxième victoire en trois jours, toutes deux méritées dans l'honneur. Et les Beaucerons se sont endormis, fiers de la belle réunion de Fabien et des Jaros qui commencent à comprendre.

derale, de France, de Grande-Bretagne et d'Italie, prend fin aujourd'hui.

C'est à l'issue d'un déjeuner que les réunira une dernière fois au château de Rambouillet que les dirigeants des six principaux pays du monde capitaliste, avec leurs ministres des Affaires étrangères et leurs ministres des Finances, regagneront leurs capitales respectives.

Dans la matinée, ils mettront la dernière main à l'élaboration de la déclaration finale qui rendra compte des travaux du sommet. Cette déclaration devrait contenir un certain nombre d'orientations qui guideront dans les mois qui viennent la politique économique des Six.

Le seul point d'accord substantiel qui ait été dégagé jusqu'à présent concerne les problèmes monétaires: les Six ont adopté une décision de principe pour stabiliser les cours du dollar par rapport aux monnaies européennes. Les Américains semblent avoir accepté d'intervenir, en harmonie avec les banques centrales des pays dont les monnaies forment le serpent, pour éviter de trop grandes fluctuations des taux de change qui perturbent les échanges commerciaux internationaux.

La facilité apparente avec laquelle les Français et les Américains ont réglé leur différend monétaire lève une pesante hypothèque sur l'avenir économique de l'Occident, représenté par ses six leaders.

Ce progrès est à mettre au compte de l'esprit de Rambouillet qui a soufflé sur le sommet. Le fait d'avoir vécu pendant trente-six heures côte à côte, a permis aux six chefs d'État et de gouvernement de prendre conscience, selon les observateurs, de leurs intérêts communs. C'est un pré-

mier pas, limité certes, mais nécessaire pour le retour de la confiance sans laquelle le progrès économique reste précaire.

Les taux de change

Un des conseillers économiques du président Gerald Ford, M. William Seidman, a déclaré hier soir que les participants au Sommet monétaire et économique sont désormais très proches les uns des autres sur les questions monétaires.

"Le président est satisfait des progrès dans ce domaine", a dit M. Seidman au cours d'une conférence de presse. Il a rappelé que deux problèmes majeurs étaient négociés par les parties intéressées depuis plusieurs semaines: le régime des taux de change et l'ampleur des fluctuations des monnaies.

M. Ford a proposé que les Six s'engagent à aboutir à des réductions tarifaires substantielles dans le cadre du Tokyo Round, à élaborer un code de conduite en matière de subventions et de pratiques d'achat gouvernementales, à éliminer toutes les barrières non commerciales pour certaines denrées, à négocier des arrangements supplémentaires, pour le traitement préférentiel des pays pauvres et enfin à améliorer substantiellement le régime des échanges dans le domaine agricole. M. Seidman n'a pas précisé quelle était la réaction des autres pays à ces propositions.

Aucune mesure protectionniste

D'autre part, il aurait été convenu de s'abstenir de toute mesure de nature protectionniste. Cela implique l'engagement de ne pas céder aux pressions des milieux politiques et éco-

nomiques nationaux qui insisteraient pour de telles mesures. Bien entendu, des restrictions à l'importation pourraient être appliquées, mais dans des circonstances tout à fait exceptionnelles et uniquement à titre temporaire. En somme, ce serait l'application de la règle déjà en vigueur entre les partenaires du Marché commun.

En revanche, des divergences subsistent entre les Six sur la question de l'énergie où chacun semble avoir des vues particulières, au moment où les Occidentaux traversent la plus grave crise économique qu'ils aient connue depuis quarante ans.

La Grande-Bretagne, qui menace de rétablir des contrôles à l'importation de certains produits, ne peut pas souscrire un engagement ferme sur ce point. L'exigence de la Grande-Bretagne de disposer d'un siège séparé au dialogue Nord-Sud n'a pas été réglée non plus.

Ce matin, les ministres des Affaires étrangères des Six se réunissent pour préparer les termes de la déclaration finale concernant l'énergie, les matières premières, et l'aide au développement. Les chefs de délégation se réunissent ensuite pour examiner le dernier point de leur ordre du jour: les relations Est-Ouest.

De leur côté, les ministres des Finances finiront de rédiger les paragraphes traitant de la conjoncture économique et du commerce international. Une dernière séance plénière pourrait avoir lieu.

Un compte rendu commun des travaux du sommet à la presse par les six chefs de délégation est prévu en début d'après-midi, vraisemblablement à Rambouillet, mais le lieu de cette conférence de presse n'est pas encore définitivement fixé.



photo Pierre McCann, LA PRESSE

Stop au vandalisme

par Pierre BEAUDRY
collaboration spéciale

La photo ci-dessus illustre cruellement le gouffre créé entre nos enfants et la langue française par un enseignement dont Mme Lylianne Gagnon a si nettement fait ressortir les lacunes. Car on est, encore en 1975, aux prises avec d'aussi regrettables manifestations de l'incroyable ignorance — le mot n'est pas trop fort — qui pousse des gens à s'attaquer à un mot aussi français que STOP. Un mot non seulement français depuis 1792 (voir Robert) mais même universel puisqu'on le voit dans tous les grands pays du monde.

Les Japonais, les Italiens, les Mexicains, les Tchecoslovaques, les Allemands, les Autrichiens et tous les autres peuples qui utilisent le mot STOP ont, eux aussi, une langue à défendre. Mais ils savent qu'elle n'est pas menacée par ce mot, devenu courant chez eux.

En fait, et c'est là ce qui est le plus renversant, l'Angleterre est l'un des rares pays où l'on s'est opposé au mot STOP, parce que les Anglais, eux, savaient qu'il s'agissait d'un mot français.

Le mot qu'ils utilisaient, c'est-à-dire celui qui était vraiment anglais, était HALT, qui, soit dit en passant, venait de l'allemand! Et ils n'ont cédé qu'en 1964 où, de guerre lasse, ils ont accepté STOP après que la France l'ait fait accepter d'abord par les autres pays d'Europe puis par la plupart de ceux de l'univers. Même les Américains l'avaient emprunté à la France, après l'y avoir vu au cours de la Première Guerre mondiale.

C'est M. Jacques Barrière, ingénieur, directeur du service de la circulation à la Ville de Montréal, qui m'a mis au courant de la récente série d'actes de vandalisme dont un exemple paraît dans la photo. M. Barrière me signale que chaque panneau coûte \$25 et m'a demandé de faire comprendre aux auteurs de ces actes à quel point ils nuisent autant au Trésor public qu'à la langue française.

Le problème n'est pas nouveau, hélas! Il tient au même chauvinisme et à la même méconnaissance de la langue qui poussaient l'abbé Blanchard à chercher à imposer le mot GOURRET plutôt que HOCKEY. Il y a quelque quarante ans.

M. Barrière m'a signalé qu'en 1957 ou 1958, son prédécesseur, M. Jean Lacoste, avait tenté d'éduquer le public en supprimant le mot ARRÊT pour ne laisser que STOP. L'expérience avait presque provoqué des bagarres. Et depuis, tout le monde espère qu'à la longue, nos enseignants aideront leurs élèves à comprendre pourquoi c'est ARRÊT et non STOP qui est une faute. Mais personne n'ose afficher uniquement le mot STOP, comme il le faudrait, sauf la ville de Hampstead.

J'ai déjà parlé de cette question

dans ma chronique, les 4, 5 et 7 septembre 1974. Je croyais avoir apporté tous les éléments pouvant faire mesurer à quel point notre emploi du mot ARRÊT fait de nous la risée non seulement de la francophonie mais aussi du monde entier. Comme il est évident que je n'ai pas touché assez de lecteurs, j'ajoute aujourd'hui encore d'autres arguments.

Pour commander à quelqu'un, il faut un commandement. Rien ne me paraît plus vrai. Les mots qui, selon la grammaire française, expriment un commandement sont de deux sortes: soit un verbe à l'impératif, soit une interjection. ARRÊT n'est ni l'un ni l'autre: c'est tout simplement un substantif. Il est donc défectueux sur le strict plan de la grammaire. Certes, on peut dire ARRETEZ mais on ne peut pas l'afficher parce que l'affichage exige un niveau de langue impersonnel.

Il vaut donc mieux utiliser une interjection. Le français en possède deux qui servent de commandement d'arrêt.

L'une est du langage militaire et c'est HALTE! Elle vient, comme je l'ai dit plus haut, de l'allemand mais tout le monde sait qu'elle est quand même bien française tout comme elle est bien anglaise, à cette différence près qu'en anglais elle est à la fois du langage militaire et du langage civil, d'où son emploi aux coins des rues comme je viens de le dire.

L'autre est STOP! Elle vient de la langue maritime et est aussi française, par exemple, que les mots yacht et paquebot (packet boat) que ses ennemis utilisent pourtant sans aucune gêne. Et c'est elle qui s'utilise dans le langage civil en français contemporain.

Mais l'universalité du mot STOP ne s'arrête pas, c'est le cas de le dire, à la signalisation routière. Il est également d'usage dans toutes les langues, pour marquer la fin des phrases dans les télégrammes. Et le mot ARRÊT est aussi incongru aux coins des rues qu'il le serait dans un télégramme. J'espère que nous nous en débarrasserons avant les Jeux olympiques.

La défense de la langue française est une activité qui me paraît égner d'encouragement. D'autant plus qu'il m'arrive de m'y livrer plus souvent qu'à mon tour. Mais elle doit d'abord partir d'une bonne connaissance de cette langue et du respect de l'usage établi. Combattre un mot qui en fait partie depuis près de deux cents ans est à la fois futile et regrettable.

A ceux qui se scandalisent du mot STOP je dis ouvrez n'importe quel dictionnaire français. Au fait, voici pour les incrédules un extrait de la rubrique STOPPER du Grand Littré, le plus "pur" de tous les dictionnaires français, édition de 1876:

"Pour commander de stopper, on crie: stop!" A quoi j'ajoute: "Stop à l'anarchie linguistique!"

CETTE SEMAINE AU CANAL 12...



CE SOIR A MINUIT
"The Opposite Sex"
avec
June Allyson
Dolores Gray
Ann Sheridan

MARDI A 12H30
"The Sex Symbol"
avec
Connie Stevens
Shelley Winters

MERCREDI A 12H30
"The Thin Man"
avec
William Powell
Myrna Loy
Maureen O'Sullivan
Cesar Romero

JEUDI A 12H30
"Who's Minding The Store?"
avec
Jerry Lewis
Jill St. John
Agnes Moorhead

VENDREDI A COMPTER DE MINUIT
"Popi"
avec
Alan Arkin
Rita Moreno

"See No Evil"
avec
Mia Farrow

CFCF 12

ATTENTION PROPRIETAIRES
FAITES-LE MAINTENANT ET ÉPARGNEZ!

SPECIAL
Revetement aluminium \$1.19 le pt. (pose)
Revetement de vinyle \$1.29 le pt. (pose)

PORTES
d'aluminium 2 po.
\$129.95 installées

FENETRES
d'aluminium 3 rangées
avec moustiquaire
Jalousie 10 po.
\$39.95

- Auvents
- Gouttières
- Portes de patio
- Fenêtres coulissantes
- Fenêtres panoramiques
- Pierres et briques artificielles
- Persiennes
- Revêtement de corniches

LES TRANSFORMATIONS CAPE COO LTEE
12121, rue DAIGLE
Montréal
Tel.: 331-2866

Interurbain à nos frais

SPECIALITE
DE
"INNOVATIONS
DI
MAISON"

L'Espagne en attente A Tolède, une élégance royaliste qui craint le "bourbier de la démocratie"

L'Espagne en attente, suspendue aux nouvelles émanant du palais du Pardo où se mourait un vieil homme encore tout-puissant, n'en continuait pas moins de vivre, de penser et de préparer l'ère nouvelle qui s'annonçait. Yves Leclerc, qui a vécu les premières semaines de cette période, a rencontré à Tolède, haut-lieu de l'histoire du pays, un avocat royaliste venu là en pèlerinage pour se retremper dans "le cœur et le destin" de l'ancien et futur Royaume d'Espagne.

LE TRAIN erre depuis plus d'une heure dans la plaine sèche, jaune et ennuyée de la Nouvelle Castille, à peine brisée çà et là d'un village ocre ou du curieux pointillé des oliviers noirs à flanc de colline, sous un soleil grisâtre.

A la sortie d'une courbe du rail, comme soudain jaillie du sol, toute armée de créneaux mauresques et de tours gathiques, Tolède, plantée sur son roc abrupt dans une boucle du Tage, Tolède antique capitale, ville-musée, ville-sanctuaire, "repositoire de l'âme de l'Espagne", Tolède, ville morte.

Sauf pour deux familles d'Anglais qui fonce, guide illustré à la main, tous les visiteurs aujourd'hui sont espagnols: vieux couples, soldats en bordée et dactylos en congé qui se jaugent mutuellement avec des airs intéressés.

Tous nous avons fui l'insoutenable atmosphère de Madrid, où depuis une semaine déjà le général Franco n'en finit pas de mourir. Mais la tension nous suit sous forme de transistors qui, à toutes les demi-heures, sont portés à l'oreille avec un bel unisson pour capter le dernier bulletin de santé.

Je remarque un peu à l'écart, un homme d'une cinquantaine d'années, élégant, qui nous toise tous avec une sorte de mépris amusé. Intrigué, je m'approche, mais il s'éloigne.

Deux heures plus tard, par pur hasard, nous nous retrouvons tous deux côte-à-côte, assis sur le même banc de bois dur dans la pénombre de l'église de San Tomé, contemplant ce terrible portrait de l'âme

espagnole qu'est "l'Enterrement du comte d'Orgaz" de Greco: une symphonie de gris, de noir, de rouge et d'or, de tristesse, de deuil, de morgue et d'hypocrisie orchestrée autour d'un cadavre raide et cuirassé, sous un ciel noble et distant.

Un Royaume privé de roi

L'inconnu et moi sortons en même temps de sous la voûte dans le jour aride et blanc. Malgré son évident déplaisir, je l'aborde. Il parle un français fleuri, exotique: il est avocat: il est royaliste. Il est venu à Tolède comme d'autres vont à Lourdes ou à Saint-Jacques et Compostelle: en pèlerinage.

Il s'explique: "Ce n'est pas à Madrid, devenue capitaliste et bourgeoise, qu'on peut se retremper dans le cœur et le destin de l'Espagne. C'est ici, dans l'ancienne capitale de nos rois et de nos empereurs, qu'on se rend compte que nous ne sommes pas "un pays européen comme les autres" mais encore le Royaume d'Espagne que les détours de l'histoire ont temporairement privé de roi."

A son avis, les tristes événements de la République, de la Guerre civile et de la dictature de Franco montrent "ce qui arrive quand on confie le pays aux mains du peuple". L'Espagne, dit-il, n'est de toute façon pas prête pour la démocratie, formule dont il parle d'ailleurs avec la plus grande ironie:

"Voyez le borbier dans lequel votre démocratie a enfoncé la plupart des Etats d'Europe. C'est peut-être une solution valable pour des régions neuves, sans tradition, comme la vôtre ou les autres pays d'Amérique, et encore..."

Il m'entraîne devant la façade finement ciselée du Monastère des Rois catholiques: "Hé! Là, nous sommes trop peu à le penser, mais ce qu'il nous faut ici, c'est le retour d'un roi populaire mais non plébiscite, puissant sans être tyrannique, appuyé par une aristocratie ouverte, intelligente, que sa longue tradition rend consciente de ses devoirs envers la Nation encore plus que de ses privilèges."

"Il y a, monsieur, des hommes qui sont faits pour gouverner, et d'autres pour obéir, et c'est tou-



Tolède, monument à l'histoire de l'Espagne monarchiste, domine par les flèches de la basilique et la masse carrée de l'Alcazar.

jours la catastrophe quand on inverse les rôles. Il faut que le pays en prenne conscience: il y va de sa survie."

Même si c'est avec politesse qu'il parle du prince Juan Carlos, celui-ci ne représente pour lui qu'un compromis désagréable: ce ne sont pas les politiciens ou les militaires qui doivent choisir et élever les rois, ceux-ci se choisissent eux-mêmes.

"S'il doit y avoir un roi d'Espa-

gne, et je le crois, ce roi est de droit Don Juan, comte de Barcelonne (père de Juan Carlos), l'héritier légitime de la couronne. J'ai dit que nous étions trop peu nombreux à le reconnaître: cela n'empêche pas que son Altesse royale possède comme partisans des hommes de grande qualité."

Mais si on en arrive au pire, et que Don Juan lui-même nous l'enjoint, nous sommes prêts à seconder loyalement le Prince d'Espagne

son fils. Il faut seulement souhaiter qu'il saura gouverner en souverain, non en franquiste..."

Comme pour s'en convaincre, mon interlocuteur embrasse du regard, du café des remparts où nous nous sommes assis, le panorama de Tolède avec ses murs hautains, les flèches de sa basilique et la masse de l'Alcazar.

Mais Tolède n'est qu'un musée et un souvenir, Don Juan vit dans un centre de villégiature du Portugal,

et Juan Carlos se prépare à prêter serment de nouveau aux "principes de la Malange" de Franco et à faire la cour à l'armée, conscient que s'il y avait un référendum dans un mois, l'Espagne le rejetterait tout probablement pour la République, borbier ou non.

L'Espagne ne vit plus pour l'histoire, mais pour un avenir économique et bourgeois qui la pousse à devenir, justement, "un pays européen comme les autres".

Les architectes de Montréal commencent à établir des critères de goût urbain

LA RECONSTRUCTION de la partie centrale de la ville de Montréal, qui s'accélère depuis quatre ou cinq ans, se fait d'une manière désordonnée. Les conciergeries sans style brisent un peu partout l'harmonie des façades construites en des temps plus réconciliés et les murs miroirs des édifices à bureaux, pâles reflets de leurs contreparties newyorkaises et torontoises, s'élèvent la plupart du temps sans égard pour la vie des quartiers. L'intérêt particulier, donc, en ce domaine, prime manifestement le bien général. Ce fait a bien été établi notamment dans la récente série révélatrice dans *La Presse*; il crève du reste les yeux.

par Jean-Pierre BONHOMME

Des architectes représentatifs de leur milieu (1), réunis récemment aux bureaux de l'Ordre des architectes, rue Dorchester, par la Société des architectes de Montréal, ont dissipé tout doute à ce sujet. La reconstruction de Montréal est, pour eux, mal engagée et les motifs d'espérer sont peu nombreux. Mais sur l'ensemble de cette question d'importance primordiale, puisqu'elle touche la forte majorité des citoyens, ils s'arrêtent en gros les points d'accord.

Les architectes, pas plus vertueux que les autres

Il est naturel, devant le chaos en progression, de se demander où peut bien se trouver les responsabilités et de jeter un regard du côté des architectes. Ce sont eux, après tout, qui dessinent les plus grands ouvrages.

Une conversation avec les concepteurs montréalais permet d'affirmer

sans se tromper qu'ils n'assument pas eux-mêmes la responsabilité du fouillis. Ils en attribuent presque tous la cause à des faits extérieurs. Le mal, pour eux, réside principalement dans un désordre administratif qui touche surtout l'organisation métropolitaine régionale: il réside dans les égoïsmes municipaux — et provinciaux — eux-mêmes la somme des égoïsmes individuels, qui empêchent la mise en application de solutions originales qu'il serait facile de trouver. Pour tout dire les architectes montréalais ne sont pas plus socialement héroïques que le reste de la population et ils n'ont généralement pas l'intention de risquer d'abaisser leur niveau de vie pour se conformer à des principes.

Collectivement les architectes ne contrôlent pas les actes professionnels des membres de leur ordre. Ils n'ont jamais officiellement réprimandé un des leurs pour avoir produit des constructions monstrueuses. Pourtant les horreurs ne manquent pas dans la ville. Et lorsqu'on les presse — lorsqu'on les presse fortement — ils finissent par en citer quelques-unes: la Place Crémazie, certains aspects de l'Université de Montréal, eh oui! le boulevard métropolitain, le Palais de justice: la liste pourrait être longue.

C'est que, pour les architectes, les aspects esthétiques des constructions, leur rentabilité proprement sociale, semblent matières trop subjectives pour être jugées collectivement. S'il existe des critères d'esthétique les architectes n'en possèdent pas la liste à portée de la main et ils craignent de poser des garde-fous par peur de brimer les initiatives créatrices. Autrement dit, si un architecte décidait de construire une pyramide sur la pointe — cela s'est fait à l'Expo — il faudrait le laisser faire.

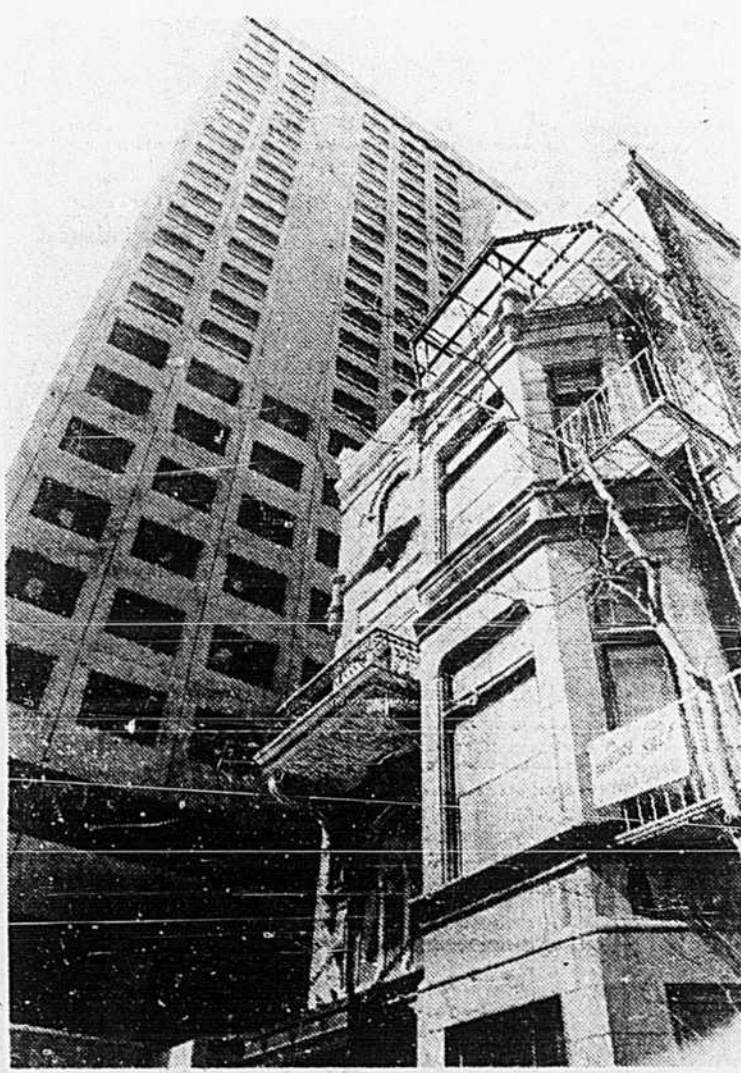
Ainsi les architectes ne veulent pas établir de bureau de révision des grandes œuvres. Ils favorisent toutefois l'utilisation de la méthode du concours pour les grands immeubles et les grands travaux commu-

nautaires, mais sans pour cela exercer une pression très forte. La seule pression connue, actuellement, est celle — très louable — de la Société d'architecture de Montréal, qui a reproché, le 5 novembre dernier, au ministre des Travaux publics du gouvernement fédéral d'ouvrir un concours pour la construction à Ottawa d'un gigantesque musée d'art sans faire connaître les noms des membres du jury. La société estime que ce concours particulier ne provoquera pas une "confrontation de toutes les tendances", mais qu'il favorisera plutôt "les grands bureaux bien établis, trop souvent responsables de ces bâtiments distillateurs d'ennui qui encombreront nos villes". Souhaitons, s'il est nécessaire, que la Société d'architecture est distincte de l'Ordre des architectes, ce dernier constituant, lui, le corps professionnel établi.

Les premières balises professionnelles

Pour une majorité d'architectes c'est la population elle-même qui pourra contrecarrer les projets mégalomanes dont la réalisation est entreprise fréquemment en raison des amitiés parisiennes et des caisses électorales. Ils estiment que, pour cela, la ville de Montréal devrait être transformée en une sorte de fédération d'unités modulaires qui donnerait aux citoyens des quartiers, comme celui de l'ancienne ville de Maisonneuve, par exemple, une voix concernant l'organisation urbaine. Il faudrait en quelque sorte favoriser le développement d'une qualité des rapports humains dans les quartiers montréalais comparable à celle que l'on trouve dans les villes autonomes comme Outremont: il faudrait également relier les villes indépendantes au reste de la région afin que celles-ci exercent leurs responsabilités à l'égard du tout, ce qui n'est pas le cas actuellement. Cela n'ira pas de soi, les égoïsmes municipaux étant ce qu'ils sont.

Il existe quelques motifs d'espérer en ce domaine de la qualité de la



La croissance de la ville de Montréal se fait d'une manière désordonnée sans égard pour l'équilibre et l'harmonie des quartiers. Ici c'est une partie de la rue Sherbrooke où l'on a sacrifié les demeures de pierre de grande qualité. Les architectes, pour leur part, commencent timidement à exercer des pressions pour protéger le patrimoine.

vie urbaine. Dans les jours qui viennent, les membres de la Société d'architecture établiront la liste des réalisations urbaines les plus positives et les plus négatives. C'est intéressant parce qu'il s'agit là de l'établissement des premières balises professionnelles: il s'agit là d'un contrôle bien timide, mais un contrôle par consensus tout de même.

Des prix à surveiller

La profession établit ainsi, sans le dire, des critères de goût. Le prix citron qu'elle a accordé pour la première fois l'année dernière et dont les "honneurs" sont retombés sur le gouvernement du Québec, qui a "commis" l'école d'hôtellerie du carré Saint-Louis, était mérité. Il est ainsi possible que les architectes aient à l'avenir un peu plus honte de faire des plans médiocres par simples condescendances pour les clients les plus inconscients, parmi lesquels on compte malheureusement notre propre gouvernement.

Il se peut que, cette année, sans révéler de grands secrets, la Société d'architecture de Montréal accorde son prix "citron" à l'Office d'embellissement de la ville de Montréal qui a lui-même décerné une plaque honorifique à des citoyens qui ont défiguré "à la moderne" de précieuses façades.

Quant aux aspects positifs, la Société, on le comprend, a des difficultés à les trouver. Il est intéressant de noter qu'elle a peine à souligner la qualité des immeubles en tant que tels. Même le complexe Desjardins, par sa lourdeur, son manque d'élan, ne paraît pas digne de se mériter un prix positif. Aussi la Société songe-t-elle à mettre sur ses listes de candidatures d'intéressantes stations de métro nouvelles et une expérience coopérative sur la rue Lacombe. Ce sont en tout cas des prix à surveiller de près.

(1) Étaient présents: Pierre Beaupré, Richard Bisson, Denis Marchand, Michel Lincourt, Jean Quillet, Claude Parisel, Emile Sayegh.

Le retrait de Rockefeller fait naître des vocations

WASHINGTON (AP) — Avec la décision de M. Nelson Rockefeller de renoncer à la vice-présidence en 1976, des vocations se sont éveillées au sein du parti républicain pour devenir le colistier du président Gerald Ford.

Pourtant les choses risquent d'être difficiles pour le chef d'Etat. Il n'est pas encore sûr en effet que le parti

républicain veuille lui accorder son investiture.

L'ancien gouverneur de la Californie, l'ultra-conservateur Ronald Reagan, doit annoncer officiellement sa candidature à la Maison-Blanche à la fin du mois et, chez les républicains libéraux, on n'écartera pas l'idée de présenter une personnalité plus

modérée que M. Ford aux élections primaires.

L'aile gauche du parti républicain reproche au président d'avoir amorcé un virage à droite et compte soutenir la candidature du sénateur Howard Baker, du Tennessee, dans les primaires.

Le retrait de M. Rockefeller pour

1976 a été interprété comme une concession à la droite. En effet M. Ford n'a pas caché ses sympathies pour un colistier qui lui permettrait de neutraliser M. Reagan.

Mais les Républicains libéraux craignent qu'en agissant ainsi le chef d'Etat américain ne soit pas en mesure de rassembler suffisamment de

voix sur son équipe.

Les primaires seront décisives pour M. Ford car si M. Reagan ou le sénateur Baker rassemblent suffisamment de voix sur leur nom, il pourra difficilement se présenter comme le candidat de l'ensemble du parti républicain. Son prestige supporterait difficilement un tel échec.

Par conséquent, le choix du colistier va se révéler particulièrement délicat. Deux noms sont mentionnés actuellement: M. Donald Rumsfeld, qui vient d'être nommé secrétaire à la Défense, et M. George Bush, ancien chef du bureau de liaison américain à Pékin, qui a été promu directeur de la CIA.



À offrir ou à vous offrir! Tenues de nuit ou de détente à prix modiques

1. Robe de nuit succès

Prix courant Eaton 11.00

7⁹⁹ ch.

Toujours très aimée avec sa ligne seyante et son ouverture en clin d'oeil à l'avant. Un modèle Molyclaire en triacétate "Arnel" dans une variété d'imprimés floraux ou fantaisie. Bleu, ton or, rouge, vert ou brun prédominant. Tailles: menue, petite, moyenne, grande.

2. Style semi-cafetan

Prix Eaton 25.00

18⁹⁹ ch.

Le comble du confort en robe de détente d'acétate et nylon. Panneau devant à plis piqués en haut puis s'évasant. Ferme par glissière à l'avant. Poches dans couture. Variété de rayures multicolores. Tailles: petite, moyenne, grande.

3. Amplement confortable

Prix courant Eaton 20.00

13⁹⁹ ch.

Inspiration du style ample avec son empiècement carré devant souligné de fronces. Facile à porter, avec poches dans coutures et glissière au dos. Imprimés floraux variés sur tricot de polyester et coton à prédominance de rose, vert, beige ou jaune. Tailles: menue, petite, moyenne, grande.

4. Joliment déshabillée

Prix courant Eaton 17.00

12⁹⁹ ch.

Beaucoup plus qu'une robe de nuit, assez habillée pour recevoir... avec décolleté cache-cœur et manches aileron. Variété d'imprimés floraux ou fantaisie sur triacétate "Arnel" à prédominance de bleu, rouge, ton or ou vert. Tailles: menue, petite, moyenne, grande.

5. Jolie sur toute la ligne

Prix courant Eaton 11.00

7⁹⁹ ch.

Robe de nuit unie avec insertion sous le buste et garniture ajourée le long du décolleté en pointe. Nylon de ton pastel bleu ou rose, ou de ton vif framboise, aqua ou bleu. Tailles: menue, petite, moyenne, grande.

6. Coton imprimé matelassé

Prix courant Eaton 25.00

17⁹⁹ ch.

Glissez-vous dans quelque chose de joli... une robe de chambre matelassée avec dentelle au corsage, col rond, poches dans couture et ceinture-lien. Motifs floraux, pois ou arlequin à prédominance de bleu, marine, rouge ou jaune. Tailles: menue, petite, moyenne, grande.

Commandes téléphoniques acceptées avec couleur et taille seulement

Eaton Centre-ville (quatrième étage) et à tous les autres magasins Eaton, ainsi qu'à Sherbrooke, Ottawa et Ste-Foy, Place Ste-Foy. (209)

Voici "Soft & Low" nouveauté Playtex

7⁵⁰ ch.

Le premier soutien Playtex à décolleté échancré vient s'ajouter à la gamme célèbre des modèles "cœur croisé". De ligne jeune avec bonnets en dentelle de nylon, côtés et dos extensibles en tricot nylon, sur bande élastique. Breteilles extensibles réglables. Blanc ou beige. 34 à 36A, 34 à 38B ou C.

Existe aussi avec bonnets légèrement doublés polyester "fiberfill". 32 à 36A, 32 à 38B, 34 à 38C **8.50** ch.

Eaton Centre-ville (troisième étage) et à tous les autres magasins Eaton, ainsi qu'à ou par Sherbrooke, Ottawa et Ste-Foy, Place Ste-Foy. (609) Servez-vous de votre carte comptable Eaton.

Venez ou téléphonez
842-9211

EATON

De face ou de profil
le charme est à l'honneur
chez Eaton

Adoptez Revlon et composez votre prime

Faites vos jeux! Optez pour les combinaisons que vous désirez. Vous achetez vos produits de maquillage préférés et vous composez vous-même votre prime à l'aide des 6 produits proposés. Un achat de 5.00 vous donne droit sans frais supplémentaires à 3 des produits mentionnés ci-dessous. Un achat de 6.50 donne droit à 4 produits et un de 7.50 donne droit à 5 produits. Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée) et à tous les autres magasins Eaton, ainsi qu'à ou par Sherbrooke et Ottawa.

Au choix: 1. Rouge à lèvres «Luminesque» 2. Conditionneur pour les lèvres 3. Eau de Cologne en diffuseur Charlie, 5/16 oz 4. Crayon fard-paupières 5. Base hydratante de jour «Moon Drops» 6. «Cheek and Eye Colour» pour les yeux et les joues.



Ce coupon Lancôme est vôtre Faites-en profiter votre beauté!

C'est bel et bien une offre-beauté qui vous est personnellement adressée. Et vous ne pouvez pas vous tromper car les produits Lancôme jouissent d'une grande réputation professionnelle. Ce coupon de 5.00 est valable après tout achat de 9.50 ou plus de produits Lancôme ou Guy Laroche. L'offre se termine le 22 novembre. Un coupon par cliente. 7. «Douceur démaquillante Nutrix», un démaquillant doux et bienfaisant spécialement adressé aux peaux sèches et sensibles. 4 oz 6.00; 7.4 oz 9.75 8. «Hydrix», crème de jour hydratante pour le confort des peaux sensibles. 1/4 oz 7.00 9. «Nutrix», crème nourrissante et adoucissante pour peaux sèches et normales. 0.83 oz 5.50 1.7 oz 7.75 Eaton Centre-ville (rez-de-chaussée) et à tous les autres magasins Eaton, ainsi qu'à ou par Ottawa et Place Ste-Foy. (216)

Venez chez Eaton pour obtenir le sac-prime de Lancôme

EATON Centre-ville Carrefour Laval Anjou Pointe-Claire Cavendish Sherbrooke, Qué.	LANCÔME Fait plus belle la beauté Makes beauty more beautiful	EATON'S Downtown Laval Carrefour Anjou Pointe-Claire Cavendish Sherbrooke, Qué.
Offre de promotion / Promotional Offer 5.00 <i>vingt-cinq</i> DOLLARS		
Valant A value of	En échange de produits Lancôme ou de parfums Guy Laroche In exchange for Lancôme products or Guy Laroche perfumes	
Valable après tout achat de 9.50	Représentant Lancôme Representative	From Nov. 10th, 1975
Valid after a minimum purchase of	Chef du rayon des produits de beauté Cosmetics Manager	10 nov. 1975 Valid until Nov. 22nd, 1975 Valable jusqu'au 22 nov. 1975



Gâtez-vous pour être plus belle avec les précieux produits Jean d'Avèze

Jean d'Avèze une série de produits précieux qui vous aideront à combattre les problèmes épidermiques causés fréquemment par le vent et la froidure. Gâtez-vous dès aujourd'hui en vous procurant ces produits qui contribueront à vous rendre plus séduisante spécialement pour la période des festivités. Eaton Centre-ville seulement, rez-de-chaussée. (216) 10. «Emulsion hydratante» aide à hydrater en profondeur. 1 oz 8.00 2 oz 15.00 11. «Lotion de Jouvence», un astringent adressé aux peaux normales ou grasses. 5 1/2 oz 6.50 12. «Crème régénératrice» légère et bienfaisante pour le jour ou la nuit. 1 oz 26.00 13. «Fond de teint traitant» contribue à donner un effet naturellement satiné. 1 oz 8.50

Offre-prime: à l'achat de 10.00 ou plus de produits Jean d'Avèze, vous recevrez en prime un nécessaire de beauté: «Lait de Jouvence», «Lotion de Jouvence», «Crème de Jouvence», «Crème hydratante». Venez ou téléphonez **842-9211** Servez-vous de votre carte-comptable Eaton



MONTREAL
677, rue Ste-Catherine ouest.

POINTE-CLAIRE
Centre commercial
Fairview

ANJOU
Les Galeries
d'Anjou

MAIL CAVENDISH
Boul. Cavendish,
quartier Côte St-Luc.

CARREFOUR LAVAL
Sortie 7 de l'autoroute, Laval.

MAGASIN-ENTREPÔT
4505 Hickmore

LANGELIER
(Centre d'aubaines)
Centre commercial
Langelier

LASALLE
(Centre d'aubaines)
Centre commercial
Pont-Mercier

HEURES D'OUVERTURE EATON
Lundi, mardi, mercredi de 9h30 à 18h00
Jeudi, vendredi de 9h30 à 21h00
Samedi de 9h00 à 17h00

LA CARTE-COMPTABLE EATON:
Une façon moderne de magasiner.
Le standard téléphonique
ouvre à 8h30. 842-9211